

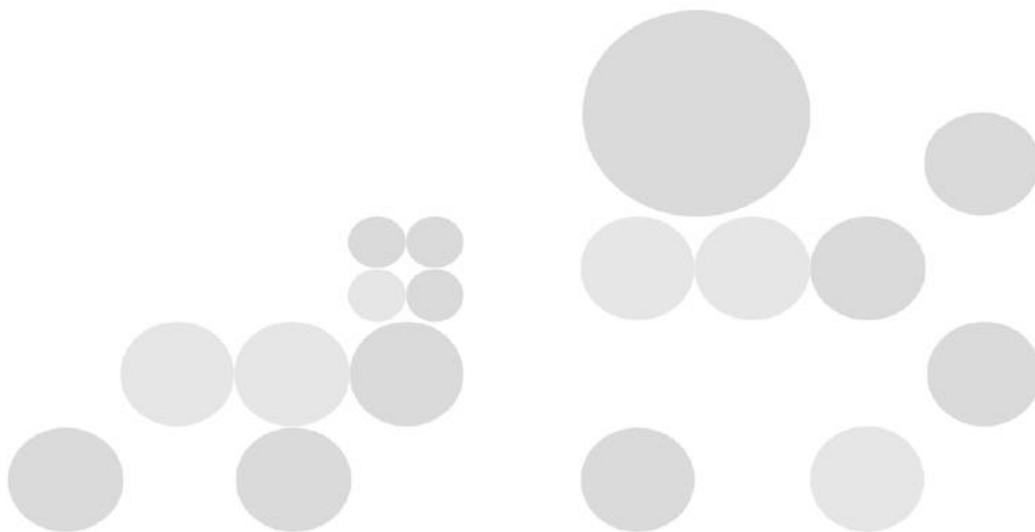


# RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE

**EXERCICE 2017**

COMPTE RENDU ..... PAGE 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES..... PAGE 17



# COMPTE RENDU

## MODE DE PRÉSENTATION

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie ») a préparé le présent rapport comme l'exige l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*<sup>1</sup> en appliquant la norme émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Le présent compte rendu doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés non audités.

La Monnaie a préparé les états financiers consolidés résumés non audités des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 et le 1<sup>er</sup> octobre 2016 conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Sauf indication contraire, les résultats financiers figurant dans ce compte rendu sont présentés en dollars canadiens et ont été arrondis au million près, et l'information qu'il renferme est en date du 23 novembre 2017.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En parcourant tout énoncé prospectif, les lecteurs sont priés de garder à l'esprit la mise en garde figurant à la fin de ce compte rendu.

## SURVOL DES ACTIVITÉS

La Monnaie royale canadienne est l'établissement de monnayage national du Canada et son mandat principal est de produire des pièces de circulation pour le compte du Canada, de gérer le système de distribution intérieur et de conseiller le gouvernement du Canada à ce sujet. La Monnaie remplit ce mandat grâce à un réseau de distribution de pièces et à un système de gestion des stocks qui se démarquent à l'échelle mondiale de même qu'à son usine de production, de placage et de frappe à grande échelle à la fine pointe de la technologie à Winnipeg. La Monnaie a également pour responsabilité de préserver l'intégrité des pièces canadiennes par la recherche et le développement continu et par l'application de caractéristiques de sécurité toujours plus avancées. Ses activités englobent également la fabrication et la commercialisation de produits d'investissement et de produits d'affinage ainsi que la prestation de services connexes. De plus, elle fabrique et commercialise des pièces numismatiques et des médailles et fournit des services de monnayage à des pays étrangers.

La Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation comprend la fabrication de pièces finies, de flans et de jetons destinés à des clients du monde entier, dont des banques centrales, des établissements de monnayage, des autorités monétaires et des ministères des Finances. Ces contrats permettent à la Monnaie de tirer parti de son infrastructure et de son savoir-faire à son usine de Winnipeg. Cette ligne commerciale est également responsable du

---

<sup>1</sup> *Loi sur la gestion des finances publiques*, LRC 1985, c. F-11

Programme de récupération des alliages en vertu duquel les plus vieilles pièces canadiennes sont retirées du marché et remplacées par des pièces en acier plaqué multicouche, lesquelles sont plus durables et plus sûres. Ce remplacement systématique des vieilles pièces en alliage assure également l'uniformité des pièces en circulation, ce qui facilite les transactions automatisées d'acceptation de la monnaie.

La Ligne commerciale des produits et services d'investissement propose à sa clientèle des produits d'investissement de premier ordre sous forme de pièces et de lingots en métaux précieux ainsi que des services intégrés d'affinage et d'entreposage de ces métaux et des Reçus de transactions boursières. Parmi ces produits, citons la série des pièces Feuille d'érable qui se décline en or, en argent, en palladium et en platine. Elle offre également d'autres produits et services de métaux précieux à des fins d'investissement et de fabrication. Grâce à sa position de chef de file du marché de même qu'à la qualité et à la sûreté inégalées de ses pièces d'investissement, la Monnaie est bien placée pour conquérir une grande part de toute augmentation de la demande tout en maintenant ses volumes lorsque les marchés s'affaiblissent. Les Reçus de transactions boursières des Réserves d'or et d'argent canadiennes qui sont cotés à la Bourse de Toronto permettent aux épargnants et aux investisseurs institutionnels d'avoir accès aux métaux précieux entreposés par la Monnaie, et celle-ci réduit ainsi ses coûts de location.

La Ligne commerciale des produits numismatiques englobe la création de médailles et de pièces de collection ainsi que la vente de ces produits à des clients du Canada et d'ailleurs dans le monde. Grâce à ses motifs de classe mondiale, la Monnaie occupe une position de chef de file mondial dans l'art et la science du monnayage qui est régulièrement reconnue par de prestigieux prix internationaux, et ce, en grande partie grâce à l'emploi de procédés technologiques d'avant-garde, tels les hologrammes, le placage sélectif et la coloration distinctive, procédés que la Monnaie utilise pour créer des produits attrayants et originaux. Le site monnaie.ca se classe toujours parmi les destinations favorites pour les achats de pièces numismatiques en ligne au Canada et ailleurs dans le monde, ce qui témoigne expressément des efforts que la Monnaie déploie pour augmenter la consultation de son site et ainsi accroître ses ventes directes et, par conséquent, le marché secondaire des pièces de collection.

## **ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS AU SEIN DE L'ENTREPRISE**

### Changements au sein du Conseil d'administration de la Monnaie royale canadienne

Après dix années de bons et loyaux services, M. Carman Joynt a décidé de quitter ses fonctions de président du Conseil d'administration de la Monnaie. M. Joynt avait été nommé au conseil le 22 novembre 2007 et en était devenu le président le 5 février 2015.

Le gouvernement du Canada est responsable de la nomination de tous les membres du Conseil d'administration de la Monnaie, dont son président. Le poste de président a été affiché sur le site Web de nominations par le gouverneur en conseil le 12 octobre 2017 avec une date limite de présentation des candidatures fixée au 27 novembre 2017.

Le 3 novembre 2017, le ministre des Finances, Bill Morneau, a annoncé la nomination de quatre nouveaux membres au Conseil d'administration de la Monnaie, soit Serge Falardeau, Cybele A. Negris, Deborah S. Trudeau et Victor L. Young. Par ailleurs, le mandat de deux des autres administrateurs a pris fin, et les postes laissés vacants ont été affichés.

#### Canada 150

En cette seconde moitié de l'année, le programme Canada 150 continue de remporter un vif succès. La gamme de produits visant à souligner le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada, dont la collection *Mon Canada m'inspire* et d'autres pièces destinées aux collectionneurs en herbe, a reçu un accueil phénoménal de la part du public, enregistrant des ventes records et générant un fort achalandage sur le site [www.monnaie.ca](http://www.monnaie.ca).

#### Boutique de Vancouver

Après un examen exhaustif des activités de la boutique de Vancouver, dont sa pertinence pour la stratégie de l'entreprise à l'égard de ses produits numismatiques, c'est avec regret que la Monnaie a décidé de fermer cet établissement en décembre 2017. La Monnaie entend diriger sa clientèle vers un canal de vente directe, soit le Web ou le centre d'appels, ou vers un centre de Postes Canada situé à proximité.

**COMPTE RENDU**

Période de 39 semaines close le 30 septembre 2017

(Non audité)

**FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS ET ANALYSE DES RÉSULTATS**

Soucieuse d'atteindre ses objectifs, la Monnaie s'efforce d'accroître constamment sa rentabilité par une gestion prudente de ses finances et par des activités efficaces. Elle évalue son rendement au moyen de paramètres significatifs pour ses clients, ses partenaires commerciaux et ses employés. Les mesures présentées ci-dessous lui permettent de surveiller sa capacité à améliorer son rendement et à créer de la valeur.

	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	<b>30 septembre 2017</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (chiffres révisés)	Variation en \$	Variation en %	<b>30 septembre 2017</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (chiffres révisés)	Variation en \$	Variation en %
Produits des activités ordinaires	<b>385,9 \$</b>	553,4 \$	(167,5) \$	(30)	<b>1 290,3 \$</b>	1 751,9 \$	(461,6) \$	(26)
Résultat avant réévaluation de la composante de la valeur nominale <sup>1</sup> et impôts sur le résultat	<b>10,4</b>	3,2	7,2	225	<b>30,6</b>	22,1	8,5	38
Résultat avant impôts sur le résultat	<b>9,7</b>	4,2	5,5	131	<b>29,0</b>	33,1	(4,1)	(12)
Résultat après impôts sur le résultat	<b>7,0</b>	3,1	3,9	126	<b>23,5</b>	24,8	(1,3)	(5)

1 La réévaluation de la composante de la valeur nominale est l'élément sans incidence sur la trésorerie dans le contexte du changement de la méthode d'évaluation de la composante des métaux précieux et du passif au titre des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale.

	Au			
	<b>30 septembre 2017</b>	31 décembre 2016	Variation en \$	Variation en %
Trésorerie	<b>109,3 \$</b>	114,2 \$	(4,9) \$	(4)
Stocks	<b>86,3</b>	78,9	7,4	9
Immobilisations	<b>175,9</b>	182,5	(6,6)	(4)
Total de l'actif	<b>432,0</b>	444,1	(12,1)	(3)
Fonds de roulement	<b>137,3</b>	136,1	1,2	1

Note : La date de clôture de l'exercice de la Monnaie est le 31 décembre.

Le résultat avant réévaluation de la composante de la valeur nominale et impôts sur le résultat des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 s'est établi respectivement à 10,4 millions de dollars et à 30,6 millions, comparativement à 3,2 millions et à 22,1 millions, respectivement, pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. Ces augmentations sont attribuables à l'excellente performance opérationnelle de la Monnaie, en raison, notamment, de la forte demande de produits Canada 150 et de son incidence positive sur les produits numismatiques en 2017. Dans la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la Société a versé un dividende de 29 millions de dollars à son actionnaire, le gouvernement du Canada. Le

**COMPTE RENDU**

Période de 39 semaines close le 30 septembre 2017

(Non audité)

recul de la trésorerie a été compensé par les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Quant à la hausse des stocks, elle reflète surtout l'augmentation des stocks de produits finis en prévision de leur livraison au quatrième trimestre de 2017.

**Produits des activités ordinaires par programme et ligne commerciale**

	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (chiffres révisés)	Variation en \$	Variation en %	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (chiffres révisés)	Variation en \$	Variation en %
Programme de pièces de circulation canadiennes	25,7 \$	22,9 \$	2,8 \$	12	74,4 \$	69,0 \$	5,4 \$	8
Produits et solutions de pièces de circulation	14,5	29,0	(14,5)	(50)	37,2	50,9	(13,7)	(27)
Produits et services d'investissement	302,3	465,2	(162,9)	(35)	1 043,1	1 521,1	(478,0)	(31)
Produits numismatiques	43,4	36,3	7,1	20	135,6	110,9	24,7	22

**Programme de pièces de circulation canadiennes**

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, les produits des activités ordinaires du Programme de pièces de circulation canadiennes ont dépassé de 2,8 millions de dollars et de 5,4 millions, respectivement, ceux des mêmes périodes de 2016 en raison de l'amendement apporté à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* selon la sanction royale reçue le 15 décembre 2016 et stipulant le retour des activités de monnayage canadiennes à un modèle à but lucratif ainsi que de l'augmentation, en regard d'un an plus tôt, du volume de pièces vendues.

Approvisionnement en pièces <i>(en millions de pièces)</i>	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	30 sept. 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016	Variation	% de variation	30 sept. 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016	Variation	% de variation
Dépôts dans les institutions financières	743	778	(35)	(4)	2 234	2 312	(78)	(3)
Pièces recyclées	48	64	(16)	(25)	135	337	(202)	(60)
Pièces vendues aux institutions financières	203	204	(1)	0	382	338	44	13
Total de l'approvisionnement en pièces	994	1 046	(52)	(5)	2 751	2 987	(236)	(8)

**COMPTE RENDU**

Période de 39 semaines close le 30 septembre 2017

(Non audité)

<b>Stocks du ministère des Finances</b>	<b>Au</b>			
	<b>30 septembre</b>	31 décembre	Variation	%
<i>(en millions de pièces)</i>	<b>2017</b>	2016 <sup>1</sup>		
Stocks d'ouverture	<b>312</b>	227	85	37
Production	<b>413</b>	533	(120)	(23)
Pièces vendues aux institutions financières	<b>(382)</b>	(448)	66	(15)
Stocks de clôture	<b>343</b>	312	31	10

<sup>1</sup> Les chiffres correspondants ont été révisés en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

La demande de pièces de circulation canadiennes est comblée au moyen des trois grandes sources d'approvisionnement présentées dans le tableau ci-dessus, et elle peut varier d'une région à l'autre du pays et d'une période à l'autre de l'année. Le volume net de l'approvisionnement en pièces de circulation canadiennes était de 2 751 millions de pièces au 30 septembre 2017, comparativement à 2 987 millions au 1<sup>er</sup> octobre 2016, soit une baisse de 52 millions de pièces et de 236 millions de pièces respectivement pour les périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, comparativement aux mêmes périodes pour 2016. La baisse du volume net de l'approvisionnement pour les deux périodes est principalement attribuable à la diminution du volume de pièces recyclées après que deux institutions financières ont aboli leur programme de recyclage en 2016. Or, cette baisse est partiellement compensée depuis le début de l'exercice par une augmentation du volume de nouvelles pièces vendues aux grandes institutions financières, étant donné l'accroissement du taux de rétention associé aux nouvelles pièces de circulation de la série Canada 150 (la collection *Mon Canada m'inspire*).

La Monnaie gère les stocks de façon proactive en tenant compte des variations de la demande, des dépôts auprès des institutions financières et des volumes de recyclage afin de s'assurer que la demande de pièces est comblée tout au long de l'année tout en maintenant les stocks à un niveau minimal. Elle s'emploie également à optimiser ses activités de logistique de façon à réduire les coûts globaux de distribution et d'entreposage pour le gouvernement du Canada. Le réseau de monnayage est géré tout en respectant les limites des stocks définies dans le Plan d'entreprise de la Monnaie. Dans le but de regarnir les stocks détenus au nom du ministère des Finances, la Monnaie a produit 413 millions de pièces dans les trois premiers trimestres de 2017, contre 461 millions un an plus tôt.

Une gestion efficace du réseau de monnayage va de pair avec la promotion de l'histoire, de la culture et des valeurs du Canada. Ainsi, dans les trois premiers trimestres de 2017, plusieurs pièces commémoratives ont été émises, dont celles de la collection *Mon Canada m'inspire* qui célèbrent les 150 ans du Canada et une pièce de 25 cents qui souligne le 125<sup>e</sup> anniversaire de la Coupe Stanley.

### **Produits et solutions de pièces de circulation**

Les produits des activités ordinaires de la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation ont fléchi de 50 % et de 27 % et se sont établis à 14,5 millions de dollars et à 37,2 millions, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, comparativement à 29,0 millions et à 50,9 millions pour les mêmes périodes de l'exercice 2016.

Les produits générés par les ventes de pièces de circulation étrangères se sont contractés de 51 % et de 25 %, pour se chiffrer à 12,9 millions de dollars et à 32,0 millions, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, contre 26,1 millions et 42,7 millions pour les périodes correspondantes de 2016. Les produits générés par la Ligne des pièces de circulation étrangères tiennent de l'expédition de 296 millions de pièces et flans (518 millions en 2016) à 6 pays (6 en 2016) au cours de la période de 13 semaines close le 30 septembre 2017 et de 861 millions de pièces et flans (926 millions en 2016) à 12 pays (12 en 2016) durant la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017. Les baisses enregistrées pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 s'expliquent par un décalage dans l'exécution de contrats signés dans des exercices antérieurs et visant des produits multicouche que fabrique la Monnaie. En effet des expéditions de 2016 ont eu lieu plus tôt au cours de l'année, alors que des expéditions de 2017 ont lieu plus tard dans l'année. Au cours du troisième trimestre de 2017, la Monnaie a conclu quatre nouveaux contrats aux termes desquels elle produira au total 622 millions de pièces.

Les produits générés par le Programme de récupération des alliages se sont affaiblis de 43 % et de 36 %, pour se situer à 1,6 million de dollars et à 5,2 millions, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, contre 2,9 millions et 8,2 millions, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2016. Les baisses que ces produits ont enregistrées sur un an ont découlé du repli des volumes de recyclage et du fait que le nombre de pièces en alliage des volumes recyclés a baissé.

**COMPTE RENDU**

Période de 39 semaines close le 30 septembre 2017

(Non audité)

**Produits et services d'investissement**

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	<b>30 septembre</b>	1 <sup>er</sup> octobre	<b>30 septembre</b>	1 <sup>er</sup> octobre
	<b>2017</b>	2016	<b>2017</b>	2016
Produits des activités ordinaires, montant brut	<b>369,3 \$</b>	583,9 \$	<b>1 336,7 \$</b>	1 975,4 \$
Moins les opérations visant des stocks de clients	<b>(67,0)</b>	(118,7)	<b>(293,6)</b>	(454,3)
Produits des activités ordinaires, montant net	<b>302,3 \$</b>	465,2 \$	<b>1 043,1 \$</b>	1 521,1 \$

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	<b>30 septembre</b>	1 <sup>er</sup> octobre	<b>30 septembre</b>	1 <sup>er</sup> octobre
<i>(en milliers d'onces)</i>	<b>2017</b>	2016	<b>2017</b>	2016
Or	<b>255,9</b>	386,6	<b>930,3</b>	1 304,0
Argent	<b>9 674,4</b>	11 790,4	<b>28 091,0</b>	49 789,1
Onces, nombre brut	<b>9 930,3</b>	12 177,0	<b>29 021,3</b>	51 093,1
Moins les onces provenant des opérations visant des stocks de clients	<b>(709,8)</b>	(1 159,7)	<b>(2 018,4)</b>	(5 844,5)
Onces, nombre net	<b>9 220,5</b>	11 017,3	<b>27 002,9</b>	45 248,6

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, les produits des activités ordinaires de la Ligne commerciale des produits et services d'investissement ont fléchi de 35 % et de 31 %, passant de 465,2 millions de dollars et de 1 521,1 millions pour les mêmes périodes de 2016 à 302,3 millions et à 1 043,1 millions, respectivement. Les reculs, dans les deux périodes à l'étude, des produits des activités ordinaires étaient essentiellement attribuables au repli de la demande de la gamme de produits d'investissement ainsi qu'au fléchissement de leurs prix, les cours de l'argent et de l'or s'étant comprimés respectivement de 14 % et de 4 % durant le trimestre.

**Produits numismatiques**

Les produits des activités ordinaires de la Ligne commerciale des produits numismatiques ont progressé de 20 % et de 22 % dans les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, s'établissant ainsi à 43,4 millions de dollars et à 135,6 millions, comparativement à 36,3 millions et de 110,9 millions pour les périodes correspondantes de 2016. Les ventes de produits numismatiques en argent se sont accrues de 17 % au cours de la période de 13 semaines close le 30 septembre 2017. La diminution de 23 % des ventes de produits en or au cours de la période de 13 semaines close le 30 septembre 2017 a découlé essentiellement de changements dans la combinaison de produits dans l'exercice en cours.

**COMPTE RENDU**

Période de 39 semaines close le 30 septembre 2017

(Non audité)

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	<b>30 septembre 2017</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2016	<b>30 septembre 2017</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2016
Or	<b>7,8 \$</b>	10,1 \$	<b>17,7 \$</b>	30,7 \$
Argent	<b>29,9</b>	25,5	<b>98,4</b>	72,9
Autres matières	<b>5,7</b>	0,7	<b>19,5</b>	7,3
Total des produits tirés des activités ordinaires	<b>43,4 \$</b>	36,3 \$	<b>135,6 \$</b>	110,9 \$

Souhaitant célébrer comme il se doit le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada, la Monnaie s'est dotée d'un solide programme concourant à la réalisation de ses visées pour 2017. Cela signifie notamment investir dans les ressources humaines, les processus et les systèmes et aligner les produits, la promotion et les canaux de vente sur le thème Canada 150. Cette approche de marketing suppose l'intégration de stratégies visant les produits, les prix, la promotion et le placement, tout en tirant parti du Web, des outils numériques, des médias sociaux et des ressources du centre d'appels. S'appuyant sur des outils et stratégies de ciblage qu'elle a récemment perfectionnés, la Monnaie a réalisé d'importantes ventes grâce à la publicité numérique et a ainsi recruté plus de 97 000 nouveaux clients. Le fait de recourir à de nouveaux outils de marketing ou de perfectionner ceux existants, de tirer parti de tactiques numériques novatrices et de bien cibler sa clientèle a permis à la Monnaie d'obtenir un excellent rendement du capital investi.

**Charges, autres produits et impôts sur le résultat**

	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	<b>30 septembre 2017</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (chiffres retraités)	Variation en \$	Variation en %	<b>30 septembre 2017</b>	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (chiffres retraités)	Variation en \$	Variation en %
Coût des ventes	<b>340,7 \$</b>	518,2 \$	177,5 \$	34	<b>1 154,8 \$</b>	1 620,3 \$	465,5 \$	29
Charges d'exploitation Marketing et ventes	<b>15,2</b>	16,9	1,7	10	<b>50,1</b>	56,7	6,6	12
Administration	<b>18,5</b>	14,5	(4,0)	(28)	<b>52,7</b>	44,1	(8,6)	(20)
Pertes nettes (gains nets) de change	<b>1,8</b>	(0,7)	(2,5)		<b>4,2</b>	(2,5)	(6,7)	
Charge d'impôts sur le résultat	<b>2,7</b>	1,0	(1,7)		<b>5,6</b>	8,3	2,7	

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, le coût des ventes s'est chiffré à 340,7 millions de dollars et à 1 154,8 millions respectivement, comparativement à 518,2 millions et à 1 620,3 millions respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016. La diminution globale du coût des ventes reflète la baisse, de 2016 à 2017, des produits des activités ordinaires générés par les produits et services d'investissement en raison du repli de la demande de produits d'investissement en argent, demande qui s'est contractée de 18 % dans les périodes à l'étude. Le coût des ventes des pièces de circulation étrangères a lui aussi fléchi en raison de la baisse des produits des activités ordinaires et du coût des ventes des produits numismatiques attribuable aux fortes ventes de produits Canada 150, lesquelles ont permis une réduction de la provision pour dépréciation des stocks et l'élargissement des marges en regard d'il y a un an. Le repli du coût des ventes a également découlé de l'incidence positive d'une hausse de 0,7 million de dollars du montant de réévaluation de la composante métaux précieux du passif au titre des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale au troisième trimestre de 2017 (ce qui a été contrebalancé par l'incidence négative d'une baisse de 11,0 millions pour la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017), comparativement aux périodes correspondantes de 2016.

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, les charges d'exploitation ont augmenté, atteignant ainsi 33,7 millions de dollars et 102,8 millions, respectivement, comparativement à 31,4 millions et à 100,8 millions pour les mêmes périodes de 2016. Dans l'ensemble, les coûts récurrents sont demeurés comparables sur un an, et la Monnaie continue de veiller à gérer ses charges avec soin. La hausse des frais d'administration provient surtout des coûts non récurrents associés à la consolidation des espaces de bureau à Ottawa et à l'accroissement des charges de rémunération. Le recul des frais de marketing et ventes est en grande partie imputable à la diminution de ceux de publicité et de distribution.

Les pertes nettes de change des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 ont dépassé de 2,5 millions de dollars et de 6,7 millions, respectivement, les montants inscrits à ce chapitre dans les mêmes périodes de 2016. Leur hausse a découlé surtout de l'appréciation du dollar canadien et des répercussions négatives que cette plus-value a eues à la conversion des soldes libellés en dollars américains ainsi que de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des pertes provenant des instruments dérivés. Dans la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016, la comptabilité de couverture avait été appliquée aux contrats de change à terme, mais elle a cessé de l'être en date du 31 décembre 2016, ce qui a accru la volatilité des gains et pertes de change figurant à l'état du résultat global.

Dans la période de 13 semaines close le 30 septembre 2017, la charge d'impôts sur le résultat a dépassé de 1,7 million de dollars celle constatée dans la même période de 2016, ce qui s'explique principalement par la hausse du résultat des activités poursuivies en 2017. Dans la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la charge d'impôts sur le résultat a été de 2,7 millions de dollars inférieure à celle de la période correspondante de 2016, ce qui a découlé de la diminution

**COMPTE RENDU**

Période de 39 semaines close le 30 septembre 2017

(Non audité)

du résultat des activités poursuivies en 2017 ainsi que de l'obtention de crédits d'impôt étrangers relatifs à des exercices antérieurs et totalisant 1,8 million.

**LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL**

	Période de 13 semaines close le			Période de 39 semaines close le		
	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (note 3)	Variation en \$	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (note 3)	Variation en \$
Trésorerie à la clôture de la période	109,3 \$	93,3 \$	16,0 \$	109,3 \$	93,3 \$	16,0 \$
Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités d'exploitation	26,5	9,9	16,6	34,7	(5,1)	39,8
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(3,1)	(3,3)	0,2	(9,6)	(9,4)	(0,2)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	-	-	-	(29,0)	(31,0)	2,0

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 26,5 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 30 septembre 2017, ce qui traduit une amélioration de 16,6 millions en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Leur hausse était principalement attribuable à l'accroissement du résultat d'exploitation, à la variation positive du fonds de roulement et au remboursement d'impôts sur le résultat qui a été reçu au cours du troisième trimestre de 2017. Pour la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont accrus de 39,8 millions de dollars grâce aux remboursements d'impôts sur le résultat qui ont été reçus et au fait qu'en 2016, un ajustement avait été apporté au montant facturé au ministère des Finances, ce qui n'a pas été le cas en 2017.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement n'ont que peu varié d'un exercice à l'autre. Dans les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017, les dépenses en immobilisations ont été engagées essentiellement aux fins des travaux de rénovation du siège social de la Monnaie à Ottawa.

La diminution de 2,0 millions de dollars des flux de trésorerie affectés aux activités de financement dans la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017 a découlé de la baisse du dividende remis au gouvernement du Canada au premier trimestre de 2017, comparativement à celui versé un an plus tôt.

## **FACILITÉS D'EMPRUNT**

Il y a lieu de se reporter à la note 17 annexe aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour obtenir des détails sur les facilités d'emprunt de la Monnaie. Tant à l'ouverture qu'à la clôture du trimestre, ses emprunts à long terme en cours totalisaient 27 millions de dollars. Le ratio s'y rapportant est passé de 1:7 au 31 décembre 2016 à 1:6 au 30 septembre 2017.

## **RISQUES D'EXPLOITATION**

La direction tient compte des risques et des occasions à tous les paliers décisionnels et évalue constamment l'efficacité de son programme de gestion des risques de l'entreprise (« GRE ») afin de s'assurer qu'il comble les exigences de la direction et de l'actionnaire. Dans le cadre d'une récente évaluation de ce programme, des points à améliorer ont été cernés, ce qui a mené à la formulation de recommandations clés. S'appuyant sur celles-ci, la direction fera passer le programme GRE à un niveau supérieur, augmentant ainsi la valeur du processus de prise de décisions en fonction des risques.

Tel qu'il est précisé dans le rapport annuel, le rendement de la Monnaie dépend de nombreux facteurs, dont la conjoncture économique, la volatilité des marchés financiers et des marchandises et les pressions de la concurrence. De plus, en tant que société d'État appartenant exclusivement au gouvernement du Canada, la Monnaie est régie par un cadre législatif. Des changements aux objectifs de l'actionnaire ou aux orientations des instances dirigeantes pourraient avoir une incidence sur le rendement de la Monnaie.

Dans le cours normal de ses activités, la Monnaie négocie les prochaines modalités de son protocole d'entente avec le gouvernement du Canada. La Monnaie élabore actuellement le cadre de son plan commémoratif visant à bien appuyer le changement de l'effigie, puisque l'approbation de ce cadre par le gouvernement est nécessaire pour réduire au minimum l'incidence sur les activités de la Monnaie.

Hormis les risques indiqués ci-dessus, ceux décrits dans le rapport annuel de 2016 n'ont fait l'objet d'aucun changement important, et la Monnaie continue de surveiller et de gérer activement les risques à l'échelle de l'organisation.

## **ESTIMATIONS COMPTABLES CRUCIALES, ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET FAITS NOUVEAUX EN COMPTABILITÉ**

Il y a lieu de se reporter aux notes 4 et 5 annexes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi qu'à la note 5 annexe aux états financiers consolidés résumés non audités de la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017 pour obtenir des renseignements sur les estimations comptables cruciales, l'adoption de nouvelles normes comptables et les faits nouveaux en comptabilité.

## **PERSPECTIVES**

Les résultats opérationnels et financiers obtenus depuis le début de l'exercice indiquent que la Monnaie est en voie de surpasser les objectifs financiers énoncés dans le Plan d'entreprise 2017-2021 que son Conseil d'administration a approuvé, mais qui ne l'a pas encore été par le gouverneur en conseil.

Comme la demande de pièces de circulation canadiennes devrait être inférieure au cours des trois derniers mois de 2017, les besoins en matière d'entreposage et d'administration seront moindres. Les stocks en dépôt dans les institutions financières demeurent la principale source d'approvisionnement, et la demande de nouvelles pièces devrait demeurer aux mêmes niveaux que l'année dernière. Les volumes de recyclage permettent d'approvisionner 5 % de la demande annuelle de pièces et, selon les attentes, ils devraient demeurer à leurs niveaux actuels. On suit toujours de près le repli de ces volumes afin d'évaluer son incidence sur la demande future de pièces de circulation canadiennes et d'étudier d'éventuelles solutions.

Il est prévu que la Ligne de pièces de circulation étrangères génère de solides revenus au cours du quatrième trimestre de 2017 grâce à la synchronisation des contrats avec les clients. La Monnaie prévoit faire une utilisation rentable de ses installations de Winnipeg et de ses ressources grâce à l'optimisation de sa capacité de production de pièces.

Les ventes et la rentabilité de la Ligne commerciale des produits numismatiques demeurent conformes aux prévisions établies pour le présent exercice, ce qui découle surtout de la réussite du programme Canada 150. De nouveaux produits continueront d'être lancés au cours du dernier trimestre de l'année, notamment des pièces commémoratives du 100<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de la crête de Vimy et du 100<sup>e</sup> anniversaire des *Toronto Maple Leafs*.

La demande de produits d'investissement en or et en argent devrait demeurer léthargique pour le reste de l'exercice, de même que la demande des marchés mondiaux, et la Monnaie continue de gérer avec soin ses charges d'exploitation.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les états financiers consolidés résumés trimestriels non audités et le présent compte rendu renferment des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la Monnaie quant à ses objectifs, ses plans, ses stratégies, sa croissance future, ses résultats d'exploitation, son rendement, ses perspectives commerciales et ses débouchés. Des énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes ou expressions tels que « projeter », « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer » et « à l'intention de » et d'autres termes ou expressions analogues. De tels énoncés prospectifs ne constituent pas des faits, mais seulement des estimations de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives commerciales et des débouchés prévus (soit des hypothèses). Bien que la direction juge, à la lumière des informations à sa disposition, que ces hypothèses sont raisonnables, elles pourraient se révéler inexactes. Ces estimations des résultats futurs sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes ainsi qu'à divers autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux auxquels la Monnaie s'attend. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énoncés sous la rubrique Risques d'exploitation présentée ci-dessus ainsi qu'à la note 8 - Instruments financiers et gestion des risques financiers, annexe aux états financiers consolidés résumés non audités de la Monnaie.

Dans la mesure où celle-ci présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, telles celles portant sur sa croissance et son rendement financier à venir, elle le fait dans le seul but de décrire ses attentes pour l'avenir. Par conséquent, les lecteurs sont priés de comprendre que ces informations ou perspectives pourraient ne pas convenir à d'autres fins. En outre, à l'instar de tout énoncé prospectif en général, de telles informations ou perspectives reposent sur des hypothèses et sont exposées à divers risques.

Les lecteurs doivent analyser ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent de tels énoncés prospectifs. Compte tenu de ces hypothèses et risques, les événements prévus par ces énoncés pourraient ne pas survenir. La Monnaie ne peut garantir que les résultats ou événements projetés se concrétiseront. C'est pourquoi les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers consolidés résumés trimestriels non audités et ce compte rendu ne sont faits qu'en date du 23 novembre 2017, et la Monnaie ne s'engage nullement à les mettre à jour publiquement après cette date en raison de nouvelles informations, d'événements à venir, de changements de situation ou pour tout autre motif que ce soit.

## Déclaration de responsabilité de la haute direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction doit aussi veiller à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Monnaie royale canadienne, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

*La présidente de la Monnaie,*



Sandra L. Hanington

*La chef de la direction financière et  
vice-présidente, Finances et administration,*



Jennifer Camelon, CPA, CA

Ottawa, Canada  
Le 23 novembre 2017

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**Non audité (en milliers de \$ CA)**

	Notes	30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie		109 338 \$	114 185 \$
Créances	6	16 335	24 938
Charges payées d'avance		4 157	4 012
Impôts sur le résultat à recevoir		1 280	4 222
Stocks	7	86 343	78 929
Actifs financiers dérivés	8	829	425
<b>Total des actifs courants</b>		<b>218 282</b>	<b>226 711</b>
<b>Actifs non courants</b>			
Charges payées d'avance		206	1 669
Actifs financiers dérivés	8	68	17
Actifs d'impôts différés		37 521	33 206
Immobilisations corporelles	9	165 581	170 254
Immeuble de placement		236	236
Immobilisations incorporelles	9	10 062	12 004
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>213 674</b>	<b>217 386</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>431 956 \$</b>	<b>444 097 \$</b>
<b>Passif</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Créditeurs et charges à payer	11	52 643 \$	59 384 \$
Emprunts		7 546	7 516
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	10	2 159	3 153
Produits différés		15 004	13 078
Avantages du personnel		2 732	2 866
Passifs financiers dérivés	8	906	4 620
<b>Total des passifs courants</b>		<b>80 990</b>	<b>90 617</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Créditeurs et charges à payer	11	788	401
Emprunts		19 483	19 490
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	10	140 378	137 864
Avantages du personnel		10 101	10 101
Passifs financiers dérivés	8	82	268
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>170 832</b>	<b>168 124</b>
<b>Total du passif</b>		<b>251 822</b>	<b>258 741</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions (4 000 actions non transférables autorisées et émises)		40 000	40 000
Résultats non distribués		140 085	145 617
Cumul des autres éléments du résultat global (perte)		49	(261)
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>180 134</b>	<b>185 356</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>431 956 \$</b>	<b>444 097 \$</b>

Engagements, éventualités et garanties (note 20).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL**  
**Non audité (en milliers de \$ CA)**

	Notes	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
		close le 30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 Chiffres retraités (note 3)	close le 30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 Chiffres retraités (note 3)
Produits des activités ordinaires	13	<b>385 924 \$</b>	553 396 \$	<b>1 290 294 \$</b>	1 751 944 \$
Coût des ventes	14,15	<b>340 698</b>	518 230	<b>1 154 811</b>	1 620 334
<b>Marge brute</b>		<b>45 226</b>	35 166	<b>135 483</b>	131 610
Frais de marketing et ventes	14,15	<b>15 215</b>	16 919	<b>50 069</b>	56 716
Frais d'administration	14,15,16	<b>18 518</b>	14 515	<b>52 689</b>	44 136
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>33 733</b>	31 434	<b>102 758</b>	100 852
(Pertes nettes) gains nets de change		<b>(1 834)</b>	720	<b>(4 158)</b>	2 500
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>9 659</b>	4 452	<b>28 567</b>	33 258
Produits (frais) financiers, montant net		<b>82</b>	(278)	<b>238</b>	(370)
Autres produits		<b>1</b>	1	<b>224</b>	221
<b>Résultat avant impôts sur le résultat</b>		<b>9 742</b>	4 175	<b>29 029</b>	33 109
Charge d'impôts sur le résultat	17	<b>(2 707)</b>	(1 044)	<b>(5 561)</b>	(8 276)
<b>Résultat de la période</b>		<b>7 035</b>	3 131	<b>23 468</b>	24 833
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>					
Profits nets non réalisés (pertes nettes non réalisées) sur couvertures de flux de trésorerie		<b>167</b>	(302)	310	2 974
Reclassement de profits nets réalisés sur couvertures de flux de trésorerie et transférés des autres éléments du résultat global		-	632	-	515
<b>Autres éléments du résultat global, après impôts</b>		<b>167</b>	330	<b>310</b>	3 489
<b>Résultat global total</b>		<b>7 202 \$</b>	3 461 \$	<b>23 778 \$</b>	28 322 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES**  
**CAPITAUX PROPRES**  
**Non audité (en milliers de \$ CA)**

**Période de 13 semaines close le 30 septembre 2017**

	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> juillet 2017	40 000 \$	133 050 \$	(118) \$	172 932 \$
Résultat de la période	-	7 035	-	7 035
Autres éléments du résultat global, après impôts	-	-	167	167
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>40 000 \$</b>	<b>140 085 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>180 134 \$</b>

**Période de 13 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016**

	Capital- actions	Résultats non distribués – Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 2 juillet 2016	40 000 \$	142 840 \$	(3 670) \$	179 170 \$
Résultat de la période	-	3 131	-	3 131
Autres éléments du résultat global, après impôts	-	-	330	330
<b>Solde au 1<sup>er</sup> octobre 2016</b>	<b>40 000 \$</b>	<b>145 971 \$</b>	<b>(3 340) \$</b>	<b>182 631 \$</b>

**Période de 39 semaines close le 30 septembre 2017**

	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2016	40 000 \$	145 617 \$	(261) \$	185 356 \$
Résultat de la période	-	23 468	-	23 468
Autres éléments du résultat global, après impôts	-	-	310	310
Dividende versé (note 8.1)	-	(29 000)	-	(29 000)
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>40 000 \$</b>	<b>140 085 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>180 134 \$</b>

**Période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016**

	Capital- actions	Résultats non distribués – Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2015	40 000 \$	152 138 \$	(6 829) \$	185 309 \$
Résultat de la période	-	24 833	-	24 833
Autres éléments du résultat global, après impôts	-	-	3 489	3 489
Dividende versé (note 8.1)	-	(31 000)	-	(31 000)
<b>Solde au 1<sup>er</sup> octobre 2016</b>	<b>40 000 \$</b>	<b>145 971 \$</b>	<b>(3 340) \$</b>	<b>182 631 \$</b>

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**Non audité (en milliers de \$ CA)**

	Notes	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
		30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (note 3)	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 (note 3)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Résultat de la période		7 035 \$	3 131 \$	23 468 \$	24 833 \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Dotation aux amortissements	14	5 686	4 283	15 658	13 922
Charge d'impôts sur le résultat	17	2 707	1 044	5 561	8 276
(Produits) frais financiers, montant net		(81)	278	(238)	370
Autres produits		1	(1)	(222)	(221)
Perte (gain) de change		1 083	(521)	1 069	(7 054)
Ajustements des autres charges (produits), montant net	18	2 052	2 064	948	3 005
Variation du passif au titre des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale		(328)	3 121	(1 642)	(2 882)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	18	10 930	471	(4 039)	(27 519)
Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités d'exploitation avant intérêts et impôts		29 085	13 870	40 563	12 730
Impôts sur le résultat payés, déduction faite des impôts sur le résultat reçus	18	(2 679)	(3 974)	(6 368)	(18 075)
Intérêts reçus, déduction faite des intérêts payés	18	87	(4)	539	204
<b>Flux de trésorerie nets générés par les (affectés aux) activités d'exploitation</b>		<b>26 493</b>	<b>9 892</b>	<b>34 734</b>	<b>(5 141)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(3 092)	(3 022)	(9 600)	(8 834)
Règlements de contrats dérivés aux fins de l'acquisition d'immobilisations corporelles, montant net		-	(293)	-	(605)
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement</b>		<b>(3 092)</b>	<b>(3 315)</b>	<b>(9 600)</b>	<b>(9 439)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Dividendes versés	8.1	-	-	(29 000)	(31 000)
Frais de financement payés		(14)	(16)	(42)	(50)
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement</b>		<b>(14)</b>	<b>(16)</b>	<b>(29 042)</b>	<b>(31 050)</b>
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie		195	820	(939)	(1 818)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>		<b>23 582</b>	<b>7 381</b>	<b>(4 847)</b>	<b>(47 448)</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>85 756</b>	<b>85 947</b>	<b>114 185</b>	<b>140 776</b>
<b>Trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>109 338 \$</b>	<b>93 328 \$</b>	<b>109 338 \$</b>	<b>93 328 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

## 1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie » ou la « Société ») a été constituée en 1969 en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* afin de frapper des pièces de monnaie et d'exercer des activités connexes. Elle est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. Elle produit toutes les pièces de monnaie qui ont cours au Canada et administre le réseau de distribution pour le compte du gouvernement du Canada.

Le 15 décembre 2016, le projet de loi C-29, Loi n° 2 d'exécution du budget de 2016, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures a reçu la sanction royale. Plus particulièrement, cette loi amende la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* de façon à clarifier les pouvoirs de la Société et à lui permettre de prévoir la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de tous ses biens ou services et supprime l'exigence selon laquelle il lui est interdit d'avoir en vue la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de biens ou de services à Sa Majesté du chef du Canada.

La Société produit également des pièces de circulation, de collection et d'investissement destinées aux marchés intérieur et extérieur et est aussi un affineur d'or et d'argent. Les adresses du siège social et des installations principales sont le 320, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), K1A 0G8, Canada et le 520, boulevard Lagimodière, Winnipeg (Manitoba), R2J 3E7, Canada.

En 2002, la Société a constitué RCMH-MRCF Inc., une filiale entièrement détenue, qui est inactive depuis le 31 décembre 2008.

La Société est une société d'État fédérale visée par règlement et est assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Même si elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral des États-Unis d'Amérique, la Société est, dans certains États, assujettie à l'impôt sur le revenu étatique.

## 2. BASE DE PRÉSENTATION

### 2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels ont été établis conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme le permettent ces normes, ces états financiers consolidés résumés trimestriels ne renferment pas toutes les informations à fournir dans des états financiers consolidés annuels et doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2016.

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

Le 23 novembre 2017, le Conseil d'administration de la Société a autorisé la publication de ces états financiers consolidés résumés trimestriels.

## **2.2 Mode de présentation**

Les états financiers consolidés résumés trimestriels ont été établis conformément aux IFRS.

Bien que la date de clôture de l'exercice de la Société, à savoir le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture de ses trimestres ne concordent pas nécessairement avec celles des trimestres de l'année civile. Chaque trimestre de la Société comporte plutôt 13 semaines.

## **2.3 Consolidation**

Les états financiers consolidés résumés trimestriels comprennent les états financiers trimestriels de la Société et ceux de sa filiale entièrement détenue. Les méthodes comptables de celle-ci sont conformes à celles utilisées par la Société. Les transactions, soldes, produits et charges interentreprises ont été complètement éliminés lors de la consolidation.

## **2.4 Conversion des monnaies étrangères**

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans les états financiers consolidés résumés trimestriels et les informations fournies sont en milliers de dollars canadiens (\$ CA), soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

## **2.5 Principales méthodes comptables**

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins des présents états financiers consolidés résumés trimestriels sont présentées à la note 2 annexe aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente dans la période considérée et la période comparative.

## **3. RETRAITEMENT ET RECLASSEMENT DES CHIFFRES DES PÉRIODES ANTÉRIEURES**

### **Retraitement des chiffres des périodes antérieures relativement aux produits numismatiques vendus à leur valeur nominale**

En établissant ses états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a déterminé qu'un ajustement des impôts sur le résultat liés aux périodes antérieures et ayant trait à la vente de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale exigeait un retraitement. La note 3 annexe aux états financiers consolidés audités annuels de 2016 donne plus de renseignements concernant ce retraitement.

### Autres reclassements

Dans le troisième trimestre de 2017, la Société a modifié le classement de certains montants figurant dans l'état consolidé résumé du résultat global, les transférant entre les catégories des produits des activités ordinaires et des gains ou pertes nets de change afin de refléter plus fidèlement leur nature.

Les tableaux qui suivent indiquent l'incidence combinée du retraitement et des reclassements des chiffres des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1<sup>er</sup> octobre 2016.

	Période de 13 semaines close le 1 <sup>er</sup> octobre 2016			
	Chiffres déjà établis	Retraitement – Produits vendus à leur valeur nominale	Autres reclassements	Chiffres révisés
Produits des activités ordinaires	553 803 \$	- \$	(407) \$	553 396 \$
Gains nets de change	313	-	407	720
(Charge) recouvrement d'impôts sur le résultat	(1 731)	687	-	(1 044)
Résultat de la période	2 444	687	-	3 131

	Période de 39 semaines close le 1 <sup>er</sup> octobre 2016			
	Chiffres déjà établis	Retraitement – Produits vendus à leur valeur nominale	Autres reclassements	Chiffres révisés
Produits des activités ordinaires	1 751 958 \$	- \$	(14) \$	1 751 944 \$
Gains nets de change	2 486	-	14	2 500
(Charge) d'impôts sur le résultat	(8 047)	(229)	-	(8 276)
Résultat de la période	25 062	(229)	-	24 833

### Présentation du tableau des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a changé la présentation de son tableau consolidé des flux de trésorerie de façon à ce que ceux liés aux activités d'exploitation y figurent conformément à la méthode indirecte comme l'y autorise IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. La note 3 annexe aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 renferme des détails concernant ce changement de présentation.

#### **4. PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRUCIAUX**

Pour établir les présents états financiers consolidés résumés trimestriels conformément aux IFRS, la direction a dû poser des jugements cruciaux, faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont influé sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la divulgation d'actifs et de passifs éventuels ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels pourraient différer grandement des estimations et hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de façon continue. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si cette dernière touche seulement cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si elle touche autant la période actuelle que celles à venir. Les principaux jugements et estimations au 30 septembre 2017 étaient conformes à ceux décrits dans la note 4 annexe aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

#### **5. APPLICATION D'IFRS NOUVELLES OU RÉVISÉES**

##### **5.1 IFRS nouvelles ou révisées qui ont une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés**

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») n'a publié aucune IFRS nouvelle ou révisée qui est entrée en vigueur pour la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017 et qui a touché les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

##### **5.2 Prises de position liées à des IFRS nouvelles ou révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur**

La Société a examiné les prises de position en comptabilité révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur.

- a) La Société doit appliquer les modifications suivantes, mais leur adoption ne devrait pas avoir une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

###### *IAS 40, Transfert d'immeubles de placement (« IAS 40 »)*

Une modification d'IAS 40 sur les transferts d'immeubles de placement a été publiée en décembre 2016 et indique que des transferts vers la catégorie immeubles de placement ou depuis celle-ci doivent être effectués par une entité si, et seulement si, il y a une indication d'un changement d'utilisation. Il y a changement d'utilisation lorsque le bien immobilier devient, ou cesse d'être, un immeuble de placement au sens de la définition de cette expression. Un changement dans les intentions de la direction relativement à l'utilisation d'un bien immobilier ne constitue pas à lui seul une indication d'un changement

d'utilisation. La liste d'exemples d'indication est maintenant désignée comme une liste non exhaustive d'exemples et non plus comme une liste exhaustive. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### Améliorations annuelles des IFRS — Cycle 2014-2016

En décembre 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié les améliorations annuelles apportées au cours du cycle 2014-2016. Les normes touchées par ces modifications sont les suivantes : IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* : il y a eu suppression des exemptions à court terme des paragraphes E3 à E7 puisqu'elles ont rempli leur rôle; IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* : la modification a clarifié que le choix d'évaluer à la juste valeur par le biais du résultat net une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise qui est détenue par une entité qui est un organisme de capital-risque, ou une autre entité admissible, doit être fait sur une base individuelle et au moment de la comptabilisation initiale. Les améliorations annuelles d'IFRS 1 et d'IAS 28 doivent être appliquées pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*

Cette interprétation s'applique à une transaction en monnaie étrangère, ou à une partie de celle-ci, lorsqu'une contrepartie libellée ou fixée dans une monnaie étrangère est prévue, que la comptabilisation par l'entité d'un actif au titre d'un paiement anticipé ou d'un passif au titre de produits différés relativement à cette contrepartie précède la comptabilisation de l'actif, de la charge ou du produit connexe et que l'actif au titre d'un paiement anticipé ou le passif au titre de produits différés est non monétaire. Le comité a conclu que la date de la transaction, aux fins de la détermination du taux de change, correspond à la date de la comptabilisation initiale de l'actif non monétaire payé d'avance ou du passif non monétaire lié à un produit différé. Si les paiements ou encaissements anticipés sont multiples, la date de la transaction doit alors être déterminée pour chacun des paiements ou des encaissements. Cette interprétation doit être appliquée pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

- a) Les nouvelles prises de position liées aux IFRS et énumérées ci-dessous ont été jugées comme susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société d'exercices à venir. Celle-ci évalue actuellement ces nouvelles prises de position et c'est pourquoi l'importance de l'incidence de leur adoption est inconnue.

#### IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (« IFRS 15 »)

IFRS 15 a été publiée en mai 2014 et précise la façon dont une entité publiant selon les IFRS comptabilisera les produits et le moment auquel elle le fera, et exige aussi qu'elle fournisse des informations plus pertinentes aux utilisateurs d'états financiers. La norme

annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et IAS 11, *Contrats de construction* ainsi qu'un certain nombre d'interprétations portant sur les produits. L'application de la norme est obligatoire pour toutes les entités publiant selon les IFRS et s'applique à presque tous les contrats avec des clients. Les principales exceptions sont les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. IFRS 15 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les entités peuvent choisir d'appliquer une méthode rétrospective intégrale ou modifiée à l'adoption de cette norme. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 15 sur ses états financiers consolidés.

Selon l'évaluation qu'elle a réalisée à ce jour, la Société prévoit que c'est sur le Programme des pièces de circulation canadiennes et sur la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation que la nouvelle norme sur les produits des activités ordinaires aura le plus de conséquences puisque, dans certains cas, les produits pourront être constatés plus tôt et/ou les charges associées aux contrats pourront être différées et comptabilisées sur la durée de ceux-ci. La Société ne prévoit aucun changement au mode de comptabilisation des pièces vendues à leur valeur nominale ou des opérations visant des stocks de produits d'investissement de clients. Cependant, l'évaluation de la méthode de mise en application d'IFRS 15 et des répercussions de ses nouvelles exigences concernant la présentation des états financiers et les informations à fournir n'est pas terminée. Elle le sera au cours du dernier trimestre de 2017, et la nouvelle norme sera appliquée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 »)

Une modification d'IFRS 7 a été publiée en décembre 2011 et porte sur les informations à fournir au sujet de l'application initiale d'IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

Une autre modification d'IFRS 7 a été publiée en novembre 2013. Elle exige de fournir des informations supplémentaires sur la comptabilité de couverture résultant de l'introduction d'une section sur la comptabilité de couverture dans IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 7 sur ses états financiers consolidés.

D'après l'évaluation effectuée à ce jour, la Société ne s'attend pas à ce que cette norme ait une incidence marquée sur ses états financiers. Elle poursuit son analyse des conséquences des obligations d'information d'IFRS 7. Son évaluation sera parachevée dans le dernier trimestre de 2017, et la nouvelle norme sera appliquée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, qui incorpore les phases concernant le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture du projet visant à remplacer les normes existantes d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme IFRS 9 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

S'appuyant sur l'évaluation qu'elle en a faite à ce jour, la Société ne s'attend pas à ce que cette norme ait un impact important sur ses états financiers. Elle est toujours en voie d'analyser son risque de crédit, ses procédures d'examen des contrats et la documentation des couvertures afin de se conformer à IFRS 9. Elle terminera l'évaluation de cette norme au cours du dernier trimestre de 2017 et l'appliquera en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »)

IFRS 16 a été publiée en janvier 2016 et remplacera IAS 17, *Contrats de location*. Selon la nouvelle norme, les contrats de location doivent être inscrits au bilan d'une entreprise, augmentant ainsi la visibilité de ses actifs et de ses passifs. IFRS 16 abolit, dans le cas des preneurs, le classement des contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement et prescrit de traiter tous les contrats de location comme étant de location-financement. Les contrats de location à court terme (moins de 12 mois) et ceux portant sur des actifs de faible valeur (tels les ordinateurs personnels) comporteront une exemption facultative relativement aux nouvelles exigences. Dans le cas des bailleurs, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences d'IAS 17, *Contrats de location*. La nouvelle norme entre en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Son adoption anticipée est autorisée (dans la mesure où la norme sur les produits qui a récemment été émise, soit IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, l'est également). Les entités peuvent choisir d'utiliser une approche rétrospective en retraitant les informations comparatives ou une approche rétrospective qui reflète l'incidence cumulative de l'adoption dans les résultats non distribués sans retraitement des informations comparatives. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

Selon l'évaluation qu'elle a réalisée à ce jour, la Société prévoit que les contrats de location d'immobilisations corporelles existants ou à venir, contrats qui devront être inscrits au bilan en vertu d'IFRS 16, seront les plus touchés par la nouvelle norme sur les contrats de location. Aux termes de celle-ci, les baux à court terme n'auront pas à être constatés comme des contrats de location-financement. C'est pourquoi la Société ne prévoit pas avoir à inscrire à l'actif ses baux sur métaux précieux étant donné que ceux-ci sont généralement assortis d'une option d'achat ou que leur durée est de moins de 12 mois. La

Société est en voie d'évaluer tous les contrats de location en vigueur à la lumière d'IFRS 16 ainsi que les répercussions, sur ses états financiers consolidés, des exigences de celle-ci pour ce qui est de la présentation des états financiers et des informations à fournir. Cette évaluation sera parachevée au cours de l'exercice 2018.

## 6. CRÉANCES

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Créances clients et régularisations	13 380 \$	20 029 \$
Créances clients exigibles auprès de parties liées (note 19)	2 245	3 167
Provision pour créances douteuses	(29)	(47)
Créances clients, montant net	15 596	23 149
Autres créances financières courantes	102	851
Créances diverses	637	938
Total des créances	16 335 \$	24 938 \$

La Société ne détient aucune garantie à l'égard des créances clients et des créances diverses.

## 7. STOCKS

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Total des stocks	86 343 \$	78 929 \$

Pour la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la Société a constaté 4,2 millions de dollars (5,8 millions pour la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016) à titre de dépréciation de stocks à la valeur nette de réalisation.

## 8. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

### 8.1 Gestion du risque de capital

La Société peut emprunter au Trésor ou à toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Depuis mars 1999, suivant les modifications à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, l'ensemble des montants empruntés et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 75 millions de dollars. Pour la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, les emprunts à court terme approuvés dans ce contexte et devant servir à combler des besoins précis du fonds de roulement ne devaient pas dépasser 25,0 millions de dollars (25,0 millions pour la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016) ou son équivalent en dollars américains.

Pour répondre à ces besoins éventuels d'emprunts à court terme qui peuvent survenir de temps à autre, la Société détient avec plusieurs institutions financières canadiennes diverses lignes de crédit commerciales non garanties prévoyant des emprunts pour une durée maximale de 364 jours à des taux négociés. Aucune de ces lignes de crédit n'avait été utilisée au 30 septembre 2017 ou au 1<sup>er</sup> octobre 2016.

Dans la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la Société a remis à son actionnaire, le gouvernement du Canada, des dividendes totalisant 29 millions de dollars (31 millions dans la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016).

## 8.2 Classement et évaluation de la juste valeur des instruments financiers

### 8.2.1 Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le classement ainsi que la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers de la Société sont comme suit :

	Au			
	30 septembre 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>				
<b>Détenus à des fins de transaction</b>				
Trésorerie	109 338	\$ 109 338	\$ 114 185	\$ 114 185
Actifs financiers dérivés	897	897	442	442
<b>Prêts et créances</b>				
Créances	15 698	15 698	24 000	24 000
<b>Passifs financiers</b>				
<b>Détenus à des fins de transaction</b>				
Passifs financiers dérivés	988	988	4 888	4 888
<b>Autres passifs financiers</b>				
Créditeurs et charges à payer	51 160	51 160	57 694	57 694
Emprunts	27 029	27 072	27 006	27 145

La Société n'avait aucun actif financier détenu jusqu'à l'échéance ou disponible à la vente à la clôture des périodes de présentation de l'information financière.

### **8.2.2. Hiérarchie des justes valeurs**

Pour les instruments financiers, autres que ceux qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur et pour lesquels la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable, peu importe qu'ils soient comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, il est nécessaire de présenter leur juste valeur et de les classer selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées dans leur évaluation :

- Niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : données autres que les cours du marché visés dans le niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif, que ce soit directement (à savoir des cours) ou indirectement (à savoir des dérivés des cours).
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché (données non observables).

L'évaluation de la juste valeur de la trésorerie est classée comme étant au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016. Les évaluations de la juste valeur de tous les autres instruments financiers détenus par la Société sont classées comme étant au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs au 30 septembre 2017 et au 3 décembre 2016. Il n'y a pas eu de transfert d'instruments financiers entre les niveaux au cours de la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017.

### **8.2.3 Classement et techniques d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers**

La Société détient des instruments financiers sous forme de trésorerie, de créances, d'actifs dérivés, de créditeurs et charges à payer, d'emprunts et de passifs dérivés.

La Société a estimé de la façon suivante la juste valeur de ses instruments financiers :

- i) La valeur comptable de la trésorerie, des créances et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la durée relativement courte de ces instruments financiers.
- ii) La juste valeur des emprunts a été estimée en se fondant sur la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt du marché en vigueur aux dates respectives.
- iii) La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt est fondée sur les cours du marché à terme estimés et rajustés en fonction de la qualité du crédit. La Société prend en compte le risque de crédit des contreparties et son propre risque de crédit pour établir la juste valeur des instruments financiers.

Le tableau ci-dessous indique les types d'instruments financiers dérivés qui sont constatés à la juste valeur.

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
<b>Actifs financiers dérivés</b>		
Contrats de change à terme	813 \$	442 \$
Swaps de taux d'intérêt	84	-
	<b>897 \$</b>	<b>442 \$</b>
<b>Passifs financiers dérivés</b>		
Contrats de change à terme	970 \$	4 540 \$
Swaps de taux d'intérêt	18	348
	<b>988 \$</b>	<b>4 888 \$</b>

### 8.3. Objectifs et cadre de gestion des risques financiers

L'utilisation d'instruments financiers expose la Société au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché.

Le Conseil d'administration est chargé de la mise en place et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la Société. Le Comité de vérification aide le Conseil et est responsable de l'examen, de l'approbation et de la surveillance des politiques de la Société en matière de gestion des risques financiers. Le Comité de vérification rend régulièrement compte de ses activités au Conseil d'administration.

#### 8.3.1 Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière par la Société si un client ou une contrepartie liée à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il se situe surtout dans les créances clients, la trésorerie et les instruments dérivés. La Société a adopté une politique de transiger seulement avec des contreparties bien cotées comme moyen d'atténuer le risque d'une perte financière par manquement. Le risque de la Société et la cote de crédit des contreparties sont surveillés continuellement.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisés dans les états financiers consolidés résumés trimestriels au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016 représente l'exposition maximale au risque.

#### 8.3.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en surveillant continuellement les flux de trésorerie actuels et prévus pour s'assurer dans la mesure du possible qu'elle a les liquidités nécessaires pour satisfaire aux obligations qui échoient dans une conjoncture normale ou contraignante, sans subir de pertes inacceptables ou ternir sa réputation.

### **8.3.3 Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que des variations des prix du marché, telles les fluctuations des taux de change, l'évolution des taux d'intérêt ou les fluctuations des prix des marchandises, influent sur les résultats de la Société ou sur la juste valeur de ses instruments financiers.

À l'occasion, la Société utilise des instruments dérivés tels des contrats de change à terme, des accords portant sur l'échange de taux d'intérêt, des swaps sur marchandises et des contrats à terme, pour gérer son exposition aux variations des flux de trésorerie attribuables au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque marchandises. La Société achète et vend des dérivés dans le cours normal de ses activités et toutes ces transactions sont exécutées conformément aux lignes directrices prévues dans les politiques en vigueur. La Société a pour politique de ne pas utiliser des dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

#### **Risque de change**

La Société est exposée au risque de change lors des transactions d'achat et de vente qui sont libellées en monnaies étrangères, soit essentiellement en dollars américains et en euros. Elle gère son exposition aux fluctuations des taux de change entre les monnaies étrangères et le dollar canadien en concluant des contrats de change à terme et en appliquant la comptabilité de couverture à certains contrats admissibles afin de minimiser la volatilité du résultat net. Depuis le 31 décembre 2016, la Société n'applique plus la comptabilité de couverture à ses contrats de change à terme. Elle a également recours à de tels contrats pour gérer ses besoins de trésorerie généraux.

#### **Risque de taux d'intérêt**

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt variable exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. Ce risque n'existe pas pour la trésorerie parce qu'il n'y a pas de placements à court terme aux dates présentées. Les emprunts au taux d'acceptation bancaire ou sur un swap de taux exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. La Société a couvert l'intégralité de son exposition aux variations des taux d'intérêt liés à ces instruments en concluant des swaps de taux d'intérêt correspondant prévoyant qu'elle paie un taux fixe en retour d'un taux variable. Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme des instruments de couverture selon le modèle de comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Les actifs financiers et les passifs financiers à intérêt fixe sont sujets au risque de taux d'intérêt à la juste valeur. La Société ne comptabilise pas ses instruments d'emprunt à taux fixe en tant qu'instruments détenus à des fins de transaction. Une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'influerait donc d'aucune façon sur le résultat net découlant de ces instruments à taux fixe. Ses swaps de taux d'intérêt exposent la Société à un risque de taux d'intérêt à la juste valeur.

## Risque marchandises

La Société achète des métaux précieux pour fabriquer des produits d'investissement et des pièces numismatiques ainsi que des métaux communs et des alliages destinés aux pièces de circulation canadiennes et étrangères. Elle atténue le risque inhérent à la volatilité des prix des métaux en faisant coïncider les achats et les ventes, en transférant le risque de prix par contrat aux fournisseurs et en employant des stratégies de couverture ou les couvertures naturelles que lui procurent ses activités commerciales. L'incidence des fluctuations du risque marchandises sur les états financiers consolidés résumés est négligeable.

## 9. IMMOBILISATIONS

### Immobilisations corporelles

La composition de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles de la Société est présentée dans les tableaux suivants.

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Coût	418 076 \$	417 266 \$
Cumul des amortissements	(252 495)	(247 012)
Valeur comptable nette	165 581 \$	170 254 \$
<b>Valeur comptable nette par catégorie d'actif</b>		
Terrains et améliorations foncières	2 948 \$	3 075 \$
Édifices et améliorations	93 785	91 109
Matériel	67 600	73 775
Projets d'immobilisations en cours	1 248	2 295
Valeur comptable nette	165 581 \$	170 254 \$

Dans la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la Société a acquis pour 8,5 millions de dollars (6,6 millions dans la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016) d'édifices et améliorations locatives et de matériel. Aucune immobilisation n'a été reclassée d'une catégorie à l'autre des immobilisations corporelles.

Pour la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, les entrées d'immobilisations corporelles tiennent compte d'une régularisation totalisant 0,8 million de dollars (0,4 million pour la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016).

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Au 30 septembre 2017, aucun actif n'avait été donné en garantie des emprunts.

## Immobilisations incorporelles

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Coût	31 324 \$	30 678 \$
Cumul des amortissements	(21 262)	(18 674)
Valeur comptable nette	10 062 \$	12 004 \$

Dans la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la Société a acquis pour 0,6 million de dollars (0,9 million dans la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016) de logiciels. Aucune immobilisation n'a été reclassée d'une catégorie à l'autre des immobilisations incorporelles.

## 10. RACHATS ET RETOURS DE PRODUITS VENDUS À LEUR VALEUR NOMINALE

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	183 679 \$	183 672 \$
Récupération de métaux précieux	(41 142)	(42 655)
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	142 537	141 017
Moins la partie courante	(2 159)	(3 153)
Partie non courante des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	140 378 \$	137 864 \$

	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Solde d'ouverture	141 017 \$	123 009 \$
Ajouts, montant net	1 528	26 204
Rachats et retours, montant net	(1 593)	(3 820)
Réévaluation	1 585	(4 376)
Solde de clôture	142 537 \$	141 017 \$

Les rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale représentent le montant prévu des sorties de trésorerie advenant que la totalité des pièces vendues à leur valeur nominale soient rachetées ou retournées, ce qui englobe les coûts des rachats et des retours, facteur contrebalancé par le contenu de métaux précieux que récupérera la Société par suite de ces rachats ou retours. La composante récupération de métaux précieux du passif est fondée sur la valeur marchande de l'argent à chaque date de clôture. L'incidence de la réévaluation de la composante récupération de métaux précieux du passif s'est traduite par une hausse de 0,6 million de dollars et de 1,6 million, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 30 septembre 2017 (2016 – baisse de 1,0 million de dollars et de 11,0 millions)

La portion courante des rachats et retours des produits vendus à leur valeur nominale est fondée sur ceux des 12 derniers mois puisque la Société a déterminé qu'il était improbable que toutes les pièces vendues à leur valeur nominale qui sont en circulation soient rachetées ou remboursées au

cours des 12 prochains puisqu'il existe de nombreux détenteurs et que le processus de rachat et de retour prend du temps.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Société ne vend plus de pièces vendues à leur valeur nominale, et toutes les commandes en souffrance qui lui avaient été passées en 2016 ont été remplies.

## 11. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Dettes fournisseurs	2 914 \$	5 475 \$
Autres passifs financiers courants <sup>1</sup>	42 327	37 012
Autres créditeurs et charges à payer <sup>2</sup>	2 271	2 091
Autres créditeurs et charges à payer auprès de parties liées (note 19)	5 131	14 806
Total des créditeurs et charges à payer courants	52 643	59 384
Total des créditeurs et charges à payer non courants	788	401
<b>Créditeurs et charges à payer</b>	<b>53 431 \$</b>	<b>59 785 \$</b>

<sup>1</sup> Les autres passifs financiers courants comprennent des créditeurs qui ne constituent pas des dettes fournisseurs ainsi que diverses régularisations relevant de l'exploitation et des immobilisations.

<sup>2</sup> Les autres créditeurs et charges à payer comprennent des montants à payer au titre des retenues d'impôt et de la taxe de vente. Ils tiennent également compte d'une régularisation associée à une pénalité de 1,6 million de dollars (1,6 million en 2016), montant dont la majeure partie a découlé du fait que le montant de la taxe de vente facturé au ministère des Finances n'était pas assez élevé (note 19).

Les charges à payer au 30 septembre 2017 incluent une provision d'un montant net de 0,8 million de dollars (1,0 million au 31 décembre 2016) pour les retours et rabais sur ventes estimatifs.

## 12. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DU PERSONNEL

### Prestations de retraite

Dans la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017, la Société a versé des cotisations totalisant 7,9 millions de dollars (9,0 millions dans la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016).

Il y a lieu de se reporter à la note 20 annexe aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour obtenir des détails sur les régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi de la Société.

### 13. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
		(note 3)		(note 3)
Produits provenant de la vente de biens	379 279 \$	545 420 \$	1 269 131 \$	1 722 900 \$
Produits provenant de la prestation de services	6 645	7 976	21 163	29 044
Total des produits des activités ordinaires	385 924 \$	553 396 \$	1 290 294 \$	1 751 944 \$

Les produits provenant de la vente de biens sont présentés déduction faite du coût des ventes lorsque la Société n'agit pas pour son propre compte dans le cadre de la transaction (« opérations visant des stocks de clients »). Le tableau qui suit renferme un rapprochement du montant brut des produits provenant de la vente de biens et de leur montant net qui est présenté.

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
Produits provenant de la vente de biens, montant brut	475 595 \$	664 092 \$	1 562 734 \$	2 177 164 \$
Moins les opérations visant des stocks de clients	(96 316)	(118 672)	(293 603)	(454 264)
Produits provenant de la vente de biens, montant net	379 279 \$	545 420 \$	1 269 131 \$	1 722 900 \$

### 14. CHARGES D'AMORTISSEMENT

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
Amortissement des immobilisations corporelles	4 834 \$	3 326 \$	13 069 \$	10 593 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	852	957	2 589	3 329
Total des charges d'amortissement	5 686 \$	4 283 \$	15 658 \$	13 922 \$

Les charges d'amortissement ont été reclassées dans les charges d'exploitation comme suit :

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
Coût des ventes	2 583 \$	2 810 \$	7 649 \$	8 159 \$
Frais de marketing et ventes	1 340	501	3 279	2 027
Frais d'administration	1 763	972	4 730	3 736 \$
Total des charges d'amortissement	5 686 \$	4 283 \$	15 658 \$	13 922 \$

## 15. CHARGES DE RÉMUNÉRATION

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le 30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 <sup>1</sup>	close le 30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016 <sup>1</sup>
<b>Inclus dans le coût des ventes :</b>				
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	8 560 \$	6 562 \$	27 077 \$	23 574 \$
Coûts du régime de retraite	1 176	1 208	3 083	4 168
Avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	572	471	1 584	1 023
Indemnités de cessation d'emploi	237	-	316	-
<b>Inclus dans les frais de marketing et ventes :</b>				
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	4 467	4 171	13 815	13 944
Coûts du régime de retraite	368	434	1 055	1 421
Avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	145	123	413	289
Indemnités de cessation d'emploi	225	-	670	-
<b>Inclus dans les frais d'administration :</b>				
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	8 659	6 452	26 366	21 676
Coûts du régime de retraite	863	850	2 666	3 195
Avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	339	382	1 019	1 149
Indemnités de cessation d'emploi	1 249	77	1 822	459
<b>Total des charges de rémunération et des avantages du personnel</b>	<b>26 860 \$</b>	<b>20 730 \$</b>	<b>79 886 \$</b>	<b>70 898 \$</b>

<sup>1</sup> Les chiffres des périodes correspondantes ont été révisés en fonction du mode de présentation adopté pour les périodes à l'étude.

## 16. CHARGES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL, MONTANT NET

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
Charges de recherche et développement	1 034 \$	1 361 \$	3 519 \$	3 789 \$
Crédit d'impôt à l'investissement à la recherche scientifique et au développement	(193)	(50)	(555)	(450)
Charges de recherche et développement, montant net	841 \$	1 311 \$	2 964 \$	3 339 \$

Le montant net des charges nettes de recherche et développement est inclus dans les frais d'administration figurant dans l'état consolidé du résultat global.

## 17. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
		Chiffres retraits (note 3)		Chiffres retraits (note 3)
Charge d'impôts exigibles	5 086 \$	1 829 \$	9 856 \$	9 554 \$
Recouvrement d'impôts différés	(2 379)	(785)	(4 295)	(1 278)
Charge d'impôts sur le résultat	2 707 \$	1 044 \$	5 561 \$	8 276 \$

En 2017, la charge d'impôts sur le résultat avant impôts est inférieure à celle qui résulterait de l'application du taux d'imposition fédéral prévu par la loi de 25 % (25 % en 2016) en raison de l'obtention de crédits d'impôt étrangers pour les exercices 2010 à 2015. L'économie associée à ces crédits a été prise en compte dans la charge d'impôts exigibles au cours du deuxième trimestre de 2017.

## 18. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les ajustements aux autres (produits) charges, montant net, ont été comme suit :

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
		(note 3)		(note 3)
Charges				
Charges au titre des avantages du personnel	2 407 \$	2 492 \$	6 804 \$	8 784 \$
Avantages du personnel versés	(2 565)	(2 680)	(7 916)	(8 985)
Dépréciations de stocks	1 652	2 990	4 238	5 840
(Profit) perte à la sortie d'actifs	(13)	33	(26)	73
Autres charges (produits) hors trésorerie, montant net	1 638	731	2 011	(33)
Produits	(1 067)	(1 502)	(4 163)	(2 674)
	2 052 \$	2 064 \$	948 \$	3 005 \$

Les impôts sur le résultat recouvrés, déduction faite des impôts sur le résultat payés, ont été comme suit :

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
Impôts sur le résultat recouvrés	803 \$	- \$	5 502 \$	- \$
Impôts sur le résultat payés	(3 482)	(3 974)	(11 870)	(18 075)
	(2 679) \$	(3 974) \$	(6 368) \$	(18 075) \$

Les intérêts reçus, déduction faite des intérêts payés, ont été comme suit :

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre	30 septembre	1 <sup>er</sup> octobre
	2017	2016	2017	2016
Intérêts reçus	197 \$	120 \$	916 \$	679 \$
Intérêts payés	(110)	(124)	(377)	(475)
	87 \$	(4) \$	539 \$	204 \$

La variation nette des actifs et passifs d'exploitation figurant dans le tableau consolidé des flux de trésorerie est imputable aux éléments suivants :

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016
Créances	5 641 \$	(75) \$	7 891 \$	5 695 \$
Stocks	(1 771)	8 825	(9 118)	(7 887)
Charges payées d'avance	1 731	(2 825)	1 318	(1 647)
Créditeurs et charges à payer	1 295	(1 089)	(6 056)	(26 463)
Produits différés	4 034	(4 365)	1 926	2 783
	<b>10 930 \$</b>	<b>471 \$</b>	<b>(4 039) \$</b>	<b>(27 519) \$</b>

## 19. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est liée, sur le plan de la propriété commune, à toutes les entités appartenant au gouvernement du Canada. Elle effectue des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non liées. Conformément à l'exemption de l'obligation en matière d'informations pour les « entités liées à une autorité publique », la Société est exemptée de certaines dispositions relatives aux informations à fournir d'IAS 24 en ce qui a trait à ses transactions et soldes avec les parties liées suivantes :

- une autorité publique, dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable;
- une autre entité qui est une partie liée du fait que les deux entités sont sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable d'une même autorité publique.

Les transactions avec des parties liées qui sont significatives, considérées individuellement ou collectivement, comprennent celles avec le gouvernement du Canada et ses ministères et toutes les sociétés d'État fédérales.

La majorité des transactions avec le gouvernement du Canada l'ont été avec le ministère des Finances, concernaient la production, la gestion et la distribution de pièces de circulation canadiennes et ont été négociées et évaluées à la juste valeur dans le cadre d'un protocole d'entente de trois ans par lequel le prix est convenu annuellement dans le cours normal des activités.

Les transactions avec le ministère des Finances ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016	30 septembre 2017	1 <sup>er</sup> octobre 2016
Produits provenant du ministère des Finances	25 657 \$	22 890 \$	74 368 \$	69 022 \$

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Montant à recevoir du ministère des Finances	2 245 \$	3 167 \$
Montant à payer au ministère des Finances	5 131 \$	14 806 \$

La majorité des transactions avec des sociétés d'État ont porté sur la vente de produits numismatiques.

Les créiteurs et charges à payer figurant à l'état consolidé de la situation financière tiennent compte d'une régularisation associée à une pénalité de 1,6 million de dollars (1,6 million en 2016), montant dont la majeure partie a découlé du fait que le montant de la taxe de vente facturé au ministère des Finances n'était pas assez élevé. La Société attend l'évaluation finale de la taxe de vente qu'elle doit régler et facturera ce ministère pour la taxe de vente sous-facturée, soit 32 millions de dollars, montant qu'elle remettra ensuite à l'Agence du revenu du Canada. Ce montant n'a pas été pris en compte à l'état consolidé de la situation financière.

Vu l'application rétrospective d'IAS 16 à la date de transition aux IFRS, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les charges d'amortissement qui ont été imputées au ministère des Finances conformément aux PCGR du Canada, à un taux supérieur aux charges d'amortissement réelles engagées selon IAS 16, ont été ajustées d'un montant de 8,2 millions de dollars à ce moment-là. Cette somme a été incluse dans les créiteurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière, car elle était remboursable à vue au ministère des Finances. Depuis 2011, la Société réduit la facturation au ministère des Finances de 0,5 million de dollars par année, et le solde de 5,2 millions au 30 septembre 2017 (5,2 millions au 31 décembre 2016) sera déduit dans les facturations futures au cours des 10 prochaines années.

## 20. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

### 20.1 Baux sur métaux précieux

Afin de faciliter la production de pièces de métaux précieux et de gérer les risques associés aux variations de prix des métaux, la Société peut conclure des accords au titre de contrats d'approvisionnement à prix ferme et des baux sur métaux précieux. Au 30 septembre 2017, la

Société avait des engagements d'achat de métaux précieux de 10,2 millions de dollars (51,2 millions au 31 décembre 2016).

À la clôture de la période, la Société avait conclu des baux sur métaux précieux comme suit :

	Au	
	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Onces		
Or	93 455	34 451
Argent	6 775 517	9 524 890
Palladium	4 088	4 388
Platine	19 667	18 241

Les frais de location sont fondés sur la valeur de marché. Les paiements au titre des baux sur métaux précieux comptabilisés en charges en 2016 se sont élevés à 2,3 millions de dollars pour la période de 39 semaines close le 30 septembre 2017 (5,0 millions pour la période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2016). La valeur des métaux visés par ces baux n'apparaît pas aux états financiers consolidés de la Société, car elle a l'intention de les régler par la prise de possession ou l'expédition des métaux en question.

## 20.2 Garanties commerciales et bancaires

La Société détient diverses garanties bancaires et commerciales liées à la production à forfait de pièces étrangères. Les garanties ont été émises dans le cours normal des activités, et elles ont été accordées par diverses institutions financières qui offrent à la Société des lignes de crédit de soutien. La durée maximale des garanties de bonne fin est d'un an, selon le contrat visé, tandis que la durée maximale des garanties de soumission est de cinq ans. En règle générale, la durée des garanties de soumission est inférieure à trois mois, selon la durée de la période de soumission relative au contrat visé. La durée des divers contrats visés par les garanties de soumission ou de bonne fin varie normalement de un à deux ans. Les paiements susceptibles de devenir exigibles aux termes des engagements précités feraient suite à l'inexécution d'un contrat par la Monnaie. La Société ne prévoit pas devoir verser de paiement d'importance à l'avenir. Au 30 septembre 2017, le maximum des paiements futurs susceptibles de devenir exigibles aux termes des garanties de soumission et de bonne fin était de 7,6 millions de dollars (12,8 millions au 31 décembre 2016).

### 20.3 Autres engagements, garanties et éventualités

Le total des engagements minimums futurs qui subsistent est indiqué ci-dessous.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022 et par la suite	Total
Contrats de location simple	769 \$	2 733 \$	2 705 \$	2 472 \$	2 368 \$	5 497 \$	16 544 \$
Autres engagements (aucun contrat de location)	19 696	6 398	3 612	2 389	1 910	41	34 046
Engagements sur métaux communs	16 564	-	-	-	-	-	16 564
<b>Total</b>	<b>37 029 \$</b>	<b>9 131 \$</b>	<b>6 317 \$</b>	<b>4 861 \$</b>	<b>4 278 \$</b>	<b>5 538 \$</b>	<b>67 154 \$</b>

Au 30 septembre 2017, la Société s'était engagée à consacrer environ 3,1 millions de dollars à des projets en immobilisations dans le dernier trimestre de 2017 (4,0 millions au 31 décembre 2016).

Il existe diverses créances légales contre la Société. Les demandes qui sont incertaines en termes d'issue ou de sortie potentielle ou qui ne peuvent pas être évaluées sont considérées comme des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Au 30 septembre 2017, les créanciers et charges à payer tenaient compte d'une provision de 0,6 million de dollars pour une obligation éventuelle de nature juridique (0,7 million de dollars au 31 décembre 2016). Le montant et le moment du règlement de la provision sont incertains.

### 21. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR

#### Annonce de la nomination de quatre nouveaux administrateurs

Le 3 novembre 2017, le ministre des Finances, Bill Morneau, a annoncé la nomination de 4 nouveaux membres au Conseil d'administration de la Société, soit Serge Falardeau, Cybele A. Negris, Deborah S. Trudeau et Victor L. Young.